



ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE DE L'UNION POUR LA MEDITERRANEE

COMMISSION SUR L'ÉNERGIE, L'ENVIRONNEMENT ET L'EAU

PROJET DE COMPTE-RENDU

de la réunion tenue à Berlin, Allemagne
le 10 décembre 2012

1. Ouverture de la réunion, adoption de l'ordre du jour et du compte-rendu de la réunion tenue à Rabat le 24 septembre 2012

Après l'ouverture de la réunion par le Président, le projet d'ordre du jour pour la réunion à Berlin et le projet de compte-rendu de la réunion tenue à Rabat le 24 septembre 2012 ont été adoptés.

Le discours de bienvenue a été tenu par M. Roderich KIESEWETTER, Chef de la délégation allemande auprès de l'AP-UpM.

2. Les énergies renouvelables – une histoire à succès : le *tournant énergétique* de l'Allemagne dans la pratique

M. Urban **RID**, Directeur Général pour la protection du climat, l'environnement et l'énergie, les énergies renouvelables et la coopération internationale au ministère fédéral allemand de l'Environnement, de la Protection de la Nature et de la Sûreté nucléaire, a donné un aperçu sur différentes sources d'énergie renouvelables et le mix électrique actuel, et il a décrit le calendrier de la sortie du nucléaire en Allemagne à l'horizon 2050, date à laquelle 100 % de l'approvisionnement en énergie électrique devront provenir de sources renouvelables (en 2011 : 20 %, en 2012 : 25 %). Dans ce contexte, M. Rid a mis l'accent sur le fait que dans l'espace de dix ans, le nombre d'emplois dans ce secteur a quadruplé et que de nouvelles structures de propriété sont apparues. Il a souligné que le recours à l'énergie nucléaire était très coûteux sur le long terme et qu'une amélioration conséquente de l'efficacité énergétique était plus importante qu'une composition sophistiquée du mix électrique, et il a signalé que malgré la croissance économique de l'Allemagne, l'utilisation de l'électricité était en baisse. Au sujet des pays méditerranéens, il a souligné l'importance de la coopération de ces pays entre eux, et le besoin de financements de la part d'institutions financières internationales.

Les délégations de France, du Parlement européen et du Maroc ont pris la parole dans la discussion.

3. Les enjeux politiques de la réduction des risques associés aux phénomènes climatiques extrêmes liés au changement climatique dans la région méditerranéenne

M. Reinhard **MECHLER** du Programme « Risques, politique et vulnérabilité » de l'Institut international pour l'analyse des systèmes appliqués en Autriche, a donné un aperçu sur l'état actuel du réchauffement de la terre et son évolution future possible et il a esquissé les stratégies les plus efficaces, susceptibles de réduire la vulnérabilité des populations et des régions concernées.

Les délégations d'Algérie, de Tunisie et du Maroc ont pris la parole dans la discussion.

4. La Déclaration de Limassol – L'orientation maritime de la stratégie Europe 2020

Mme Eleni **PAPANICOLAOU**, Attachée à l'ambassade de la République de Chypre en Allemagne, a donné des informations sur la Déclaration de Limassol – ses antécédents et son concept, ses perspectives et objectifs et sa mise en œuvre. D'après sa présentation, la Déclaration de Limassol vise à promouvoir la dimension maritime de la stratégie « Europe 2020 » : réaliser une croissance intelligente, durable et inclusive en dégagant le potentiel des océans, des mers et des régions côtières. Un élément de cette stratégie est l'encouragement de la création de nouvelles opportunités d'emploi en accroissant la production et l'exploration des énergies marines renouvelables.

5. Refroidissement à l'énergie solaire

M. Christian **HOLTER**, Directeur général de la société S.O.L.I.D., Autriche, a présenté une vue d'ensemble de l'état actuel de l'utilisation de l'énergie solaire dans le monde ainsi qu'un calendrier de l'introduction du chauffage et du refroidissement solaires pour la période de 2010 à 2050. Ensuite il a donné plusieurs exemples provenant des secteurs public et privé, y compris le tourisme, la santé publique et l'industrie, où les sources d'énergie non renouvelables sont remplacées par l'énergie solaire.

M. Holter a décrit le contexte de l'utilisation accrue de l'énergie solaire : plus de 40% de la consommation d'électricité dans le monde sont imputables au secteur du bâtiment. La climatisation est le plus grand consommateur individuel d'énergie/d'électricité dans les secteurs public et commercial et le principal responsable de la croissance de la demande d'électricité en période de pointe, ce qui a un impact négatif sur le facteur de charge des réseaux, le prix de l'électricité et l'environnement. Puisque l'intensité du rayonnement solaire et la demande de pointe d'air conditionné coïncident, l'utilisation d'énergie solaire signifierait une réduction des pointes. Les secteurs ciblés en premier lieu sont donc les infrastructures, le tourisme, l'éducation et les entreprises.

Les délégations du Maroc et du Liban ont pris la parole dans la discussion qui a suivi.

6. Réseaux Med

Horizon 2020 : une stratégie méditerranéenne intégrée

Le professeur Michael **SCOULLOS**, H2020 CB/MEP (Chef d'équipe du programme environnemental méditerranéen et de renforcement des capacités) a souligné l'importance

de la Méditerranée et a mis en évidence que de récents développements dans la région compromettent la viabilité environnementale. Il a signalé les urgences environnementales et socio-économiques actuelles et il a exposé l'ampleur et les conséquences du changement climatique dans la région. Il a ensuite décrit l'architecture des projets actuels et futurs de l'initiative Horizon 2020.

Le Président a annoncé que la Commission et le réseau de l'initiative Horizon 2020 vont coopérer étroitement à l'avenir, ce qui inclura des stratégies communes, p.ex. en ce qui concerne la dépollution de la Méditerranée.

À la suite de la présentation, les délégations de Tunisie et du Maroc ont pris la parole.

Éco-villages – le nouveau réseau méditerranéen

Mme Rima TARABAY, Vice-présidente de Bahr Loubnan au Liban, et M. Jean-François LUCIANI, assistant du maire de Girolata en Corse, France, ont consacré leurs présentations au réseau des éco-villages en Méditerranée qui se développe et qui défend les objectifs suivants : protection de l'environnement, autarcie alimentaire (dans toute la mesure du possible) et développement durable. Les deux intervenants ont déclaré que l'éducation environnementale dans les écoles était d'une importance décisive.

Le but est d'établir un réseau d'éco-villages sur le pourtour de la Méditerranée, au nord et au sud. Les maires des membres potentiels du réseau paraissent très intéressés.

Le Président a proposé la mise en place d'un groupe de travail sur les villes écologiques sous la présidence de Moez Kamoun et de Rima Tarabay qui soumettront leur rapport à la Commission. Cette proposition a été acceptée sans objection.

7. Questions diverses

Les **prochaines réunions** de la Commission sur l'Énergie, l'Environnement et l'Eau auront lieu à **Bruxelles le 11 avril 2013** et à **Stockholm les 27 et 28 mai 2013**.

Le Président a annoncé qu'une réunion conjointe des Commissions de l'Environnement et de l'Économie de l'AP-UpM - un jour les Commissions siégeront séparément, un jour ensemble – était prévue pour 2013.
